

# Brexit : Charles Michel prépare les esprits au « no deal »

UE Pour le Premier ministre, « pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord »

► Charles Michel était ce mardi au Collège d'Europe à Bruges.

► Jamais un dirigeant européen n'a été aussi près de reconnaître que la sortie brutale du Royaume-Uni paraît inévitable.

## ANALYSE

**J**e préfère un "no deal" à un "bad deal". Au moins, les choses seront plus claires.

En prononçant ces mots mardi matin lors d'un discours face aux étudiants du Collège d'Europe à Bruges, Charles Michel est à ce jour le dirigeant européen qui s'est le plus approché de l'annonce que la sortie désordonnée du Royaume-Uni semble inévitable.

Ironie de l'histoire : lorsque la Première ministre britannique Theresa May avait pour la première fois utilisé la même

expression, quelques mois après le référendum sur le Brexit, elle avait suscité une vague de réactions négatives à travers l'Union européenne. Pour la bonne raison que le « no deal » passait alors pour une menace, sinon un chantage vis-à-vis de l'UE et particulièrement de sa demande de voir le Royaume-Uni (RU) régler le soldé de ses obligations financières envers l'Union.

Aujourd'hui, alors que le Parlement britannique a voté un

amendement rejetant par une écrasante majorité une sortie sans accord et que Theresa May continue à promettre qu'elle « délivrera le Brexit ordonné à temps », ce sont les Européens qui parlent de plus en plus ouvertement du « no deal ». Ils ne font pas qu'en parler d'ailleurs : les Etats membres préparent à marche forcée les mesures pour atténuer un retrait désordonné du RU. De même que la Commission européenne, qui vient d'adopter mardi un plan de mesures d'urgence afin d'éviter, au moins pour les trois mois consé-

cutifs à la date prévue du Brexit (le 29 mars), l'interruption des liaisons ferroviaires par le tunnel sous la Manche.

La petite phrase du Premier ministre belge procède de deux motivations très concrètes. La première vise à maintenir une pression maximale sur Theresa May et les Britanniques. Ceux-ci veulent toujours renégocier dans

l'accord le chapitre sur le « backstop », cet arrangement destiné à éviter le retour d'une frontière entre les deux Irlande. La Première ministre est venue le demander la semaine dernière à Jean-Claude Juncker, « sans succès », comme elle l'a elle-même reconnu face à son Parlement. Mais le message a du mal à passer côté britannique.

La seconde motivation est beaucoup plus fondamentale. Expliquant sa position à Bruges, Charles Michel a insisté sur le fait que le « backstop » constitue

une garantie essentielle pour l'intégrité du Marché unique, pour la Belgique, et particulièrement pour la Flandre dont on sait que le commerce avec le Royaume-Uni est d'importance vitale. Mais il faut attentivement percevoir la nuance dans la dernière déclaration de Michel. Moins que l'argumentation en faveur du « backstop » à l'atten-

tion des Britanniques, c'est désormais une argumentation à l'attention de la communauté économique belge que développe le Premier ministre. En l'occurrence : une sortie brutale du Royaume-Uni sera en fin de compte moins dommageable qu'une concession sur le « backstop ». Car celle-ci reviendrait à laisser se créer un trou noir au bord de la frontière irlandaise, future frontière extérieure de l'Union, par laquelle le Royaume-Uni pourrait pénétrer notre marché intérieur sans respecter les règles auxquelles sont tenues les entreprises des 27.

Tout indique, comme la petite phrase de Charles Michel le donne à penser, que les espoirs belges quant aux chances de voir l'accord du Brexit se concrétiser sont tombés au plus bas. Ce que nous confirme une source bien informée de l'état d'esprit des responsables concernés : « May ne semble avoir aucune marge politique chez elle. Elle tente de faire pression sur l'Irlande, mais aussi de faire mollir Angela Merkel. Mais on n'entrevoit aucune formule magique qui permet-

trait de sortir de l'impasse sur le "backstop". Si ce n'est un peu de maquillage, qui consisterait à remplacer trois mots par des synonymes. » Mais il y a peu de chances que May puisse tromper ses députés de la sorte...

Pour finir ce tableau assez pessimiste sur une note plus cocasse, la journée de mardi avait débuté avec une « fake news ». La chaîne britannique d'information en continu Sky News a révélé que l'ancien président du

Conseil européen Herman Van Rompuy a dîné lundi soir à Bruxelles avec le ministre d'Etat britannique – véritable numéro deux du gouvernement – David Lidington. Mieux : Sky News a assuré que le Royaume-Uni avait sondé le Belge quant à sa disponibilité à mener une « médiation » entre le Royaume-Uni et l'UE sur la question du « backstop ». « Rien de vrai », nous a répondu laconiquement Herman Van Rompuy. Ce qui l'est par contre indubitablement, c'est que Londres a jugé utile de consulter une personnalité « qui connaît intimement les rouages de l'Union », nous a confirmé une source britannique tout en niant le projet de « médiation ». Détail vaudevillesque : Van Rompuy dînait avec Lidington au moment où, dans la même résidence des ambassadeurs du Royaume-Uni, Michel Barnier et ses collaborateurs étaient reçus par le secrétaire au Brexit, Stephen Barclay. Ce dîner-là avait été dûment annoncé. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## « GUILLOTINE »

### Verhofstadt tonne contre les Brexiters les plus radicaux

Certains conservateurs britanniques pourraient regretter leur intransigeance

sur le Brexit, à l'image des révolutionnaires français qui ont fini sous la « guillotine », a mis en garde mardi Guy Verhofstadt. « Il est irresponsable de la part des partisans de la ligne dure de rejeter » une coopération avec l'oppo-

sition au Royaume-Uni pour trouver un terrain d'entente sur les modalités du divorce avec l'UE, a jugé l'eurodéputé libéral Guy Verhofstadt, référent sur le Brexit, en marge d'une séance plénière à Strasbourg.

« Au sein du parti conservateur, les "hard brexiters" sont comparés aux chefs de la Révolution française », a-t-il ironisé ; « mais nous devons nous rappeler que ces hommes ont tous fini sous la guillotine ». (afp)